LES ECOLES ALPINES ET LES TRANSFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES CONTEMPORAINES

Danièle Périsset*, Edmund Steiner**

** Haute école pédagogique du Valais et Université de Genève*
Avenue du Simplon 13
CH-1890 St-Maurice – VS
daniele.perisset@hepvs.ch

*** Pädagogische Hochschule Wallis*
Alte Simplonstrasse 33
CH-3900 Brig-Glis – VS
edmund.steiner@phvs.ch

Mots-clés : *écoles dans les Alpes, écoles rurales, politique scolaire, changements socio-économiques*
Résumé. *L'école publique des villages dans les zones rurales et dans les zones alpines sont des symboles importants de l'identité locale et du dynamisme de la collectivité villageoise. Le maintien des écoles des villages semble être un aspect essentiel du développement socioculturel régional. Dans le cadre des mutations socio-économiques contemporaines qui exigent d'ajuster le local au global, se pose la question de l'avenir des écoles dans les villages à la démographie déclinante. Notre contribution cherche à comprendre le réseau d'interdépendances dans lequel se situent les écoles des régions où vivent des familles avec des enfants scolarisés. Ces interdépendances se lisent à travers l'offre en infrastructures et approvisionnement de base (Grunddaseinsfunktionen/ Daseinsgrundfunktionen) des régions concernées. La qualité de ce réseau détermine, à terme, l'attractivité de l'offre scolaire.*

---

1. Des secteurs aux territoires fonctionnels : de profonds changements en cours pour les zones rurales

Les textes publiés par l'OCDE relatifs au développement rural, et notamment le rapport portant sur « le nouveau paradigme rural » (2006), permettent d'appréhender, chiffres à l'appui, l'évolution comparée des régions non urbaines de la zone OCDE, dont font partie les zones alpines sur lesquelles nous nous penchons spécifiquement ici, et d'appréhender sans fard l'orientation des projets politiques les concernant.

C'est que, contrairement à ce que laisse entendre le mythe d'une campagne immuable qui s'opposerait à la ville, les zones rurales ne sont pas des ilots hermétiques aux changements structurels que connait notre monde industrialisé et globalisé : « Avec une baisse spectaculaire de l'emploi agricole, la croissance des régions rurales des pays de l'OCDE dépend désormais de moteurs économiques multiples. La mondialisation croissante, les progrès des communications et la baisse des coûts de transport sont autant de facteurs supplémentaires de mutation de l'économie rurale » (OCDE, 2006, p. 3). Les changements constatés au niveau mondial (Forsé & Langlois, 1995 ; Caplow, 2002) ont indéniablement gagné les zones rurales les plus reculées (Michelet, 2008 ; Perlik & Debardieux, 2001) dont il convient de redéfinir au plus haut niveau les axes de gestion politique et économique. Ainsi, les régions rurales sont confrontées à un certain nombre de problèmes qui contribuent à affaiblir leur performance économique et donc leur développement à long terme. Le rapport OCDE (2006, p. 26) cite en particulier 1) l'exode

rural et le vieillissement de la population (alors que pendant longtemps, du fait des familles nombreuses, les campagnes ont affiché un solde positif malgré les nombreux départs vers les zones urbaines de ses jeunes habitants); 2) le faible niveau d'instruction (en général, le pourcentage de la population rurale ayant suivi des études supérieures reste plus faible que les moyennes nationale); 3) la faible productivité moyenne de la main-d'œuvre; 4) l'insuffisance de services publics (difficultés à mettre en place la masse critique d'équipements, de services et d'infrastructure pour les entreprises existantes ou pour en attirer). Les travaux relatifs notamment au Valais (Michelet, 2008) montrent que cette région alpine est effectivement prise dans le processus de métropolisation en cours à l'échelle globale et que les données mondiales relatives à la politique rurale sont aussi valables pour la région qui intéresse notre recherche : son développement doit désormais être géré dans le cadre des planifications précises requises par les nouvelles gouvernances soucieuses d'efficacité et d'efficience mis en place par les États sociaux actifs (Bonvin & Moachon, 2008) qui ont pris le relai des traditionnels États-Providence. L'articulation investissement public-investissement privé devient ici la règle, des rendements mesurables sont attendus des investissements de la collectivité (OCDE, 2006, p. 15 ; Michelet, 2008) dont, évidemment, les investissements dans le champ scolaire (voir à ce propos les nombreux travaux actuels sur la question de l'efficience dans le domaine éducatif).

Dans le cas du Valais qui nous intéresse particulièrement ici, Michelet (2008, chap. 11) met en évidence le changement de paradigme en cours dans toutes les régions, jusqu'aux plus reculées, du canton alpin. Il est évident que les frontières héritées, qu'elles soient géographiques ou mentales, doivent être redéfinies à l'aune des paradigmes économiques et politiques dominants selon les principes de territorialisation qui suggèrent une déconcentration de la gestion administrative et financière qui permet d'adapter rapidement les actions aux réalités locales : «Le territoire sert de support de productions de biens et de services et il permet la mise en réseau de toute une chaîne d'acteurs privés et publics » (Michelet, 2008, p 374). Et puisque Michelet appelle, pour le développement économique du Valais, à la « nécessite de repenser les structures régionales » (2008, p. 385) et à celle de dépasser « l'esprit de clocher » au profit de la création de « territoires fonctionnels », il est certain que les structures scolaires, non prises en compte dans son étude détaillée, font partie des structures appelées, selon ses termes, à être redéfinies selon les défis contemporains afin de « dépasser les maillages politiques hérités » tout en entrant dans le « chevauchement spatial de divers projets régionaux » permettant la mise en place de «coopérations établies en raison de la fonctionnalité à atteindre » (Michelet, 2008, p. 378).

C'est que les régions périphériques possèdent, pour se développer dans la mesure de leurs moyens, des atouts que les responsables politiques ne peuvent négliger. Ainsi, en raison de l'amélioration des moyens de transport (infrastructures routières) et de communications (notamment par le développement des techniques de communication virtuelle), les zones périphériques, et a fortiori les régions alpines, offrent un cadre naturel et une qualité de vie améliorée à des citadins devenus pendulaires, attentifs à la qualité de leur vie et qui sont attirés par les aménités rurales, pour leurs loisirs mais aussi pour s'y établir et y établir leur famille. Le concept de « ville éparpillée » est bien connu des urbanistes, et depuis longtemps « la rurbanisation, néologisme introduit dans les années 1960, signifie l'installation d'une population majoritairement issus du centre métropolitain dans des communes rurales. […] Les nouveaux habitants conservent le plus souvent leur emploi urbain et deviennent de ce fait des migrants quotidiens » (Mantziaras, 2005, p. 5). Que ce soit parce que distance pendulaire est acceptable ou qu'il existe des aménités naturelles et culturelles attractives, ces nouveaux développements des zones périphériques ont un corolaire certain : élargir, jusqu'à pénétrer dans les zones rurales périphériques, la sphère d'influence des grandes zones urbaines. La distinction voire opposition ville-campagne n'est alors plus pertinente et de nouveaux modèles pour doivent être pensés pour soutenir leur développement . Partant du principe qu'un développement, à partir de projets établis à leur mesure, peut leur être favorable parce que complémentaire de celui des zones urbaines dont elles ne partagent pas les caractéristiques mais avec lesquelles des collaborations étroites sont initiées, les campagnes ne sont plus considérées comme des zones défavorisées dont l'abandon n'est qu'une question de temps.

2. L'école publique dans un réseau d'interdépendances

La diversification de la population résidente dans les zones rurales périphériques – population souvent empreinte des modèles citadins et qui entend trouver, à la campagne, un service minimum équivalent – impose alors aux collectivités publiques locales de répondre à des attentes certaines en matière d'offres en infrastructures et approvisionnement de base (*Grunddaseinsfunktionen/Daseinsgrundfunktionen* : économie et emploi ; habitations et légement ; infrastructures sociales et techniques, approvisionnement ; transports et mobilité ; vie sociale ; environnement et loisirs ; éducation et formation. Voir Partzsch, 1970; Werlen, 2008, chap. 8 ; Schrader-Bölsche & Mangels, 2010). Le développement d'une école publique de qualité, à laquelle s'intéresse notre projet, fait aussi partie des données incontournables qu'il convient de prendre en compte en matière de développement économique et social local et régional.

Il est incontestable que, dans le domaine de l'éducation également, les mutations sont prégnantes: les tests PISA, coordonnés par l'OCDE, font partie d'une importante série d'études menées depuis de longues années par l'organisation internationale à propos de l'éducation dans les pays compris dans sa zone . Ils attestent particulièrement de l'importance donnée par le politique à la formation de base de toute la population des pays concernés (et pas aux seuls habitants des zones urbaines et industrialisées). L'école publique est en train de vivre une évolution en phase avec l'évolution économique des pays industrialisés. C'est que, pour l'OCDE, l'éducation, thème prioritaire, s'incarne plus largement dans la formation qui dépasse le cadre stricto sensu de l'enseignement formel dispensée par l'institution scolaire : « Quel que soit l'âge auquel il est dispensé, l'enseignement joue un rôle majeur dans la réalisation et le maintien de la cohésion sociale et du bien-être personnel. » (OCDE/CERI, 2007, p. 18 ; pour une définition de l'éducation formelle, informelle, non formel, voir notamment Rauschenbach *et al.*, 2004).

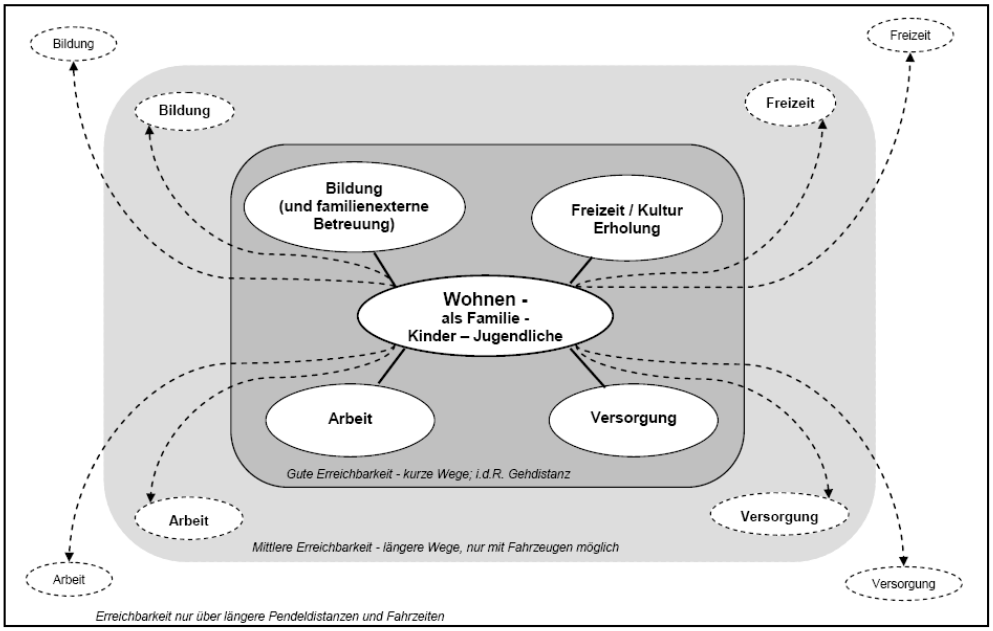
A cet égard, la place d'une éducation formelle de qualité qui offre aux élèves des zones rurales et périphériques les mêmes chances que les écoles des zones urbaines, est cruciale. Il convient donc aux responsables des collectivités locales, sur qui pèse cette responsabilité importante, de soigner l'école publique pour qu'elle réponde aux exigences de qualité économique (efficacité attestée par l'atteinte, par les élèves, des standards nationaux et internationaux) et aux exigences pédagogiques (aspects cognitifs de construction de compétences de haut niveau et sociaux d'intégration des élèves venus d'ailleurs mais aussi de constitution de réseaux potentiellement utiles pour le futur des citoyens notamment) qui font son attractivité et celle de la région qu'elle dessert.

Ce panorama brièvement esquissé, nous pouvons schématiser ainsi les conditions entourant le réseau d'interdépendances entre l'école (ici étant entendu dans son sens large), le domaine socioculturel qui l'entoure et le dynamise, le cadre naturel et géographique, les mutations démographiques ainsi que les domaines relevant de l'économie et de la politique, le tout sous l'influence de facteurs externes du développement régional et des conditions relatives au devenir les jeunes dans les régions alpines.

De fait, les écoles publiques des villages et des zones rurales sont des symboles forts de l'identité locale, de son dynamisme, de la vigueur du lien social que tissent les citoyens entre eux (Forsé & Langlois, 1995 ; Crettaz, 2008 ; Trnkova, 2009 ; Corboz, 1992, 2000 ; Hanhart, Beer Fluckiger, Perroulaz, 1990 ; Guindani & Bassand, 1982 ; Meusburger, 2005) et de leur vie communautaire (OCDE, 2001; Kranepuhl, 2008; Forsé & Langlois, 1995 ; Schürch & Rieder, s.d.; Pusemor, 2007 ; Schuler, Perlik & Pasche, 2004). Ce n'est guère étonnant que les écoles des villages focalisent une attention soutenue de la part de leurs responsables politiques : leur maintien, dans des conditions décidées et gérées par la collectivité locale, est un aspect essentiel du développement socioculturel régional. Les conceptions des acteurs à ce propos sont, de fait, incontournables : entre la prescription, ou du moins le souhaitable pour anticiper les évolutions inéluctables, il y a la réalité du terrain : proactive dans les cas les plus dynamiques, elle est aussi parfois réactive, faite par des acteurs qui résistent, accrochés aux héritages tant politiques

qu'économiques de leur commune, ou qui sont, au mieux, dans un processus « d'attente résignée» (Michelet, 2008, p. 364).

[Fig. 1 : *Approvisionnement de base et activités humaines fondamentales dans les régions périphériques des Alpes : un réseau d'interdépendances*]



Le réseau d'interdépendances entre l'environnement géographique, les différentes offres en infrastructures et approvisionnement de base et les activités humaines fondamentales développées dans les régions concernées évoluent parfois en synchronie, parfois de manière isolée selon les caractéristiques socio-culturelles et économiques propres à chaque région, à chaque village. Ainsi, le lieu d'habitation choisi par les familles concernées par la problématique scolaire a de l'importance: accessibilité plus ou moins bonne aux infrastructures de formation et culturelles, loisirs plus ou moins urbanisés ou organisés par les sociétés locales, distance pendulaire plus ou moins acceptable, services postaux, médicaux, commerciaux à plus ou moins grande proximité.

C'est bien dans ce cadre, qui exige d'ajuster le local au global, que se pose la question de l'avenir (souvent incertain) des écoles des villages à la démographie déclinante ou vieillisante (comme c'est le cas en Valais, voir Michelet, 2008):

Comment, dans le contexte des profondes transformations sociales et économiques contemporaines des régions périphériques alpines, les autorités peuvent-elles garantir, à long terme, l'attractivité de l'offre scolaire et la qualité de ses prestations ? Y a-t-il des indicateurs qui permettent d'anticiper les transformations inéluctables liées aux mutations socio-économiques en cours dans ces régions ?

En d'autres termes, nous nous demandons
quelles sont les caractéristiques socio-culturelles et structurelles des régions alpines dans lesquelles vivent des familles avec des enfants scolarisés, et quelle est la signification de

l'école pour les acteurs principaux de ces régions (autorités scolaires, parents, élèves, enseignants) ?

Pour répondre à cette question complexe, dans le cadre du projet international soutenu par le fond Interreg IV A Alpenrhein/Bodensee/ Hochrhein, à propos des écoles alpines, une vingtaine de communes volontaires, issues de régions plus ou moins périphériques de vallées alpines, sont observées. Les données sont collectées à partir de deux méthodologies complémentaires :

Enquête quantitative : identification des données statistiques existantes pour les communes concernées (statistiques fédérales à l'hectare et équivalentes pour l'Autriche);

Enquête qualitative : entretiens avec les responsables politiques ; questionnaires auprès des élèves, des parents, des enseignants, des commissions scolaires.

3. Notre projet de recherche : une discussion interdisciplinaire à initier

La prise de données est essentielle. Cependant, pour analyser et interpréter correctement ce qui nous est donné à voir à travers ce recueil, une discussion interdisciplinaire est nécessaire. Car, à l'intérieur de chacune des disciplines concernées (sciences de l'éducation et géographie sociale essentiellement), des travaux à propos de l'école sont menés de manière isolée. Chaque discipline a identifié des paramètres spécifiques. Du côté des sciences de l'éducation, le discours socio-pédagogique (à propos du développement de l'école, de l'école apprenante / *Schulentwicklung* notamment) et didactique domine. Du côté de la géographique, comme le montre par ex. le projet InnoCité (Schrader-Bölsche & Mangels, 2010), la formation et l'école sont « noyés » dans l'analyse de l'offre sociale et des infrastructure de base. Pourtant, lorsque les classes et les écoles sont en danger et que la démographie scolaire diminue drastiquement, pour défendre leur maintien, nous savons combien que les acteurs insistent sur la signification essentielle et le rôle symbolique de l'école au sein de leur communauté locale.

Notre ambition est d'ouvrir dans le cadre de ce symposium, et préalablement à toute analyse de la multitude de données que nous avons récoltée, une discussion interdiscipline, riche des apports des champs théoriques concernés, afin d'établir une image aussi proche de la réalité que possible de ce qu'est l'école dans les régions alpines et quels sont les défis, socio-pédagogiques, politiques, économiques et culturels, qui l'attendent demain.

4. Bibliographie

Bätzing, W. & Rougier, H. (2006). *Les Alpes. Un foyer de civilisation au cœur de l'Europe*. Lausanne : Lep.

Beer-Fluckiger, V., Hanhart, S. & Perroulaz, C. (1990). *L'école est fermée ! Et alors ? Les conséquences des fermetures d'écoles. Une étude de cas dans le Val d'Anniviers (Valais).* Genève : Université, Cahiers des sciences de l'éducation.

Bonvin, J.-M. & Moachon, E. (2008). Les conceptions de l'égalité à l'épreuve de l'Etat social actif. In V. Dupriez, J.-F. Orianne, & M. Verhoeven (Ed.), *De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question* (pp. 141-157). Bern, Bruxelles: Lang, Exploration.

Caplow, T. (2002). Towards a typology of social trends. *L'année sociologique, 52, 1,* 131-145.

Commission nationale suisse de l'UNESCO (1968). *Exode rural et dépeuplement de la montagne en Suisse.* Fribourg : Ed. Universitaires.

Corboz, A. (1992). *L'urbanisme du 20ème siècle. Esquisse d'un profil*. Genève : FAS.

Corboz, A. (2000). La Suisse comme hyperville. *Le visiteur, 6,* 112-129.

Crettaz, B. (1993). *La beauté du reste*. Genève Carouge : Zoé.

Crettaz, B. (2008). *Le curé, le promoteur, la vache, la femme et le président. Que reste-t-il de notre procession ?* Ayer (Anniviers) : Porte-Plumes.

Diamont (2005-2006). *Data infrastructure for the Alps – Mountain Orientated Nework Technology. Rapports 5-9.* EU : Interreg III.

Forsé, M. & Langlois, S. (Ed.). (1995). *Tendances comparées des sociétés post-industrielles*. Paris: PUF.

Guindani, S. & Bassand, M. (1982). *Maldéveloppement régional et identité. Pour un développement Endogène.* Lausanne : Presses Polytechniques Romandes.

IDHEAP (2005).*Villages dynamiques, économie saine, paysage intact : stratégies pour la Suisse rurale.* Berne: Idheap, Confédération suisse.

Keely, B. (2007). *Le capital humain. Comment le savoir détermine la vie*. Les essentiels. Paris : OCDE.

Kilani, M. (1984). Les images de la montagne au passé et au présent. L'exemple des Alpes valaisannes. *Schweizerisches Archiv für Volkskunde, Basel. Heft 1-2,* 48.

Klieme, E. (Ed.). (2003). *Zur Entwicklung nationaler Bildungsstandards. Eine Expertise*. Berlin : Deutsche Kultursministerkonferenz.

Kranepuhl, S. (2008). Regionale Identitat als Instrument der Regionalentwicklung – identitäts-stiftende Massnahmen von Politik und Verwaltung. In Friedrich, K. & Schulz, A. (Ed.), *Brain drain oder brain circulation? Forum ifl, hef 8 (pp. 113-122).* Leibniz: Leibniz-Institut für Länderkunde.

Mantziaras, P. (2005). *La ville dispersée : entre phénomène et projet. Séminaire «penser l'espace» : place/non-place urban-relams*. Lausanne : EPFL.

Meusburger, P. (2005). L'avenir des écoles primaires dans les Alpes. *La revue de géographie alpine, Futurs alpins, 93, 2,* 75-85.

Michelet, J. (2008). *Régionalisation et politique régionale dans les Alpes suisse. Quelles stratégies et quel avenir, perspectives valaisannes. Thèse de doctorat.* Lausanne : UniL ; Grenoble : Université Joseph Fourier. Accès web : http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00326886/fr/ (consulté le 21.12.2009)

Schürch, D. & Rieder, P. (2003). *MovingAlps Vademecum*. Lugano : LIFI ; Zürich : ETH.

OCDE (2001). *Du bien-être des nations. Le rôle du capital humain et social*. Paris : OCDE.

OCDE (2006). *Le nouveau paradigme rural. Politiques et gouvernances*. Paris : OCDE.

OCDE/CERI (2007). *Comprendre l'impact social de l'éducation*. Paris : OCDE.

Partzsch, D. (1970). Daseinsgrundfuntionen. In ARL, Akademie für Raumforschung und Landesplanung (Hrsg.), *Handwörterbuch für Raumforschung und Raumordnug* (pp. 424-430). Hannover: Jänecke.

Perlik, M. & Debardieux, B. (2001). *Les villes des Alpes entre « métropolisation » et identité. In CIPRA, 2ème rapport sur l'état des Alpes*. Schaan Lichtenstein : CIPRA-International.

PUSEMOR (2007). *Prestations relatives aux services publics dans les régions alpines. Etat de la question – recommandation – bonnes pratiques. Rapport final du projet Interreg III B*. Berne : SAB.

Rauschenbach, T., Leu, H. R., Lingenauber, S., Mack, W., Schilling, M., Schneider, K., & Zürcher, I. (2004). *Konzeptionelle Grundlagen für einen Nationalen Bildungsbericht – Non-formale und informelle Bildung im Kindes- und Jugendalter* (No. 6). Bildungsreform. http://www.bmbf.de/pub/nonformale_und_informelle_bildung_kindes_u_jugendalter.pdf (consulté le 1. 09.10)

SAB (2006). *Occupation décentralisée du territoire et approvisionnement, n° 182, juillet 2006*. Berne : Groupement suisse pour les régions de montagne.

Schrader-Bölsche, N. & Mangels, K. (2010)**.** *A diagnosis tool for small and medium sized cities on their way to an InnoCité.* REAL CORP 2010, Proceedings/Tagungsband, Vienna, 18-20 May 2010. Accès web : http://www.corp.at (consulté le 30.08.2010).

Schuler, M., Perlik, M. & Pasche, N. (2004). *Nicht-städtisch, rural oder peripher – wo steht der ländliche Raum heute?* Bern: ARE, Bundesamt für Raumentwicklung.

Trnková, K. (2009). Rural school: wrinklers for mayors? *Europ. Countrys, 2,* 105-112.

Werlen, B. (2008). *Sozialgeographie.* Bern: Haupt.